



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2026-8600-001

Objet de la consultation

Le présent contrat de culture a pour objet le semis de graines fournies par l'ONF et l'éducation, l'arrachage, le tri et la livraison des plants, présentés en racines nues ou en conteneurs (godets et mottes) qui en sont issus, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et du changement climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Grand-Est.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale Grand-Est.

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Denis DAGNEAUX, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office National des Forêts par intérim.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand-Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est 5, rue Girardet – CS 65219 – 54052 Nancy Cedex.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Denis DAGNEAUX, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le Directeur Territorial Grand-Est, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 9200-21-DLG-JUR-035 du 18 janvier 2021 donnée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux : Denis DAGNEAUX

1.4 Personnes auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

M. COLLE Jean-Michel
ONF Direction Territoriale Grand Est
5 rue Girardet
54052 NANCY Cedex
Téléphone : 06.16.30.74.56
Email : jean-michel.colle@onf.fr

1.5 Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

Service Financier Cellule Achats
ONF Direction Territoriale Grand Est
Cité Administrative - 14, rue du Maréchal Juin - 67084 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 11 31 65
Email : achats.ge-est@onf.fr

1.6 Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme Christine SCHMITT, Agent comptable secondaire
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG Cedex
Téléphone 03 88 76 82 59
Email : christine.schmitt@onf.fr

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet de cet accord-cadre est le semis, dans le cadre d'un contrat de culture de graines fournies par l'ONF et l'éducation, l'arrachage, le tri et la livraison des plants, présentés en racines nues ou en conteneurs (godets et mottes) * qui en sont issus, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et du changement climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Grand-Est.

Pour rappel sur les marchés d'éducation de plants (contrats de culture) : il s'agit des marchés par lesquels l'ONF demande à un pépiniériste, de cultiver des semences et de livrer les plants issus de ces graines au terme du marché. Ces prestations relèvent des marchés de services forestiers.

* Plants en godets : Il s'agit de plants livrés avec le conteneur qui a servi pour l'élevage des plants en pépinière.

* Plants en mottes : les plants sont extraits du conteneur qui a servi pour l'élevage en pépinière et les mottes constituées du système racinaire et du substrat sont conditionnées dans des contenants pour le transport (généralement cagettes en bois).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F - mai 2022.

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

3.1. Contexte - Procédure

Afin de poursuivre et renforcer les mesures de renouvellement forestier initiées dans le cadre de France Relance et de France 2030, une convention pluriannuelle a été signée le 12 mars 2024 entre l'Etat et l'ONF relative à la mise en œuvre du renouvellement forestier dans les forêts domaniales de métropole dans le cadre de la planification écologique (« France Nation Verte »). Cette convention s'inscrit dans la suite des conclusions des Assises de la Forêt et du Bois de mars 2022, des objectifs fixés par le Président de la République visant à renouveler 10 % de la surface forestière et à planter un milliard d'arbres en dix ans et du volet forestier de la planification écologique lancé le 1er décembre 2022 par les Ministres de l'agriculture, de la transition écologique et de l'industrie. Elle définit le cadre des relations entre les parties pour permettre à l'ONF d'intervenir par des interventions curatives ou préventives sur les peuplements pour rendre les forêts domaniales exposées au changement climatique plus résilientes. Le présent marché s'inscrit dans le cadre de ce plan pour des projets de reboisement en forêt domaniale.

Le bilan des récoltes de graines de l'automne 2025, qui permet de connaître les essences et les quantités disponibles, ne peut être connu qu'à la fin de l'automne, lorsque les récoltes sont terminées et traitées. D'autre part l'organisation de l'ONF, où le recensement des besoins en plants pour les deux prochaines campagnes de plantation est élaboré dans chaque agence puis synthétisé au niveau de la Direction Territoriale, a augmenté le délai de préparation du présent marché. De plus, la période des semis commence au début du printemps de l'année suivante.

Ces différents éléments conduisent à mettre en place un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique avec application de l'alinéa 3 de l'article R.2161-3 réduisant, pour cause d'urgence, **le délai de publication à 21 jours**.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.3. Décomposition en lots et consistance des lots

Le marché fait l'objet de **37** lots distincts, chacun donnant lieu à un marché : 26 lots pour lesquels les graines sont fournies par l'ONF (par la Sécherie de la Joux ou pépinière expérimentale de l'ONF) et **11 lots pour lesquels le candidat doit se procurer les graines par ailleurs (celles-ci n'ayant pas pu être réservées)**.

Lots à graines fournies par l'ONF :

Pour les lots **1 à 26**, l'ONF fournira les semences (en provenance de la sécherie de La Joux ou d'une pépinière expérimentale de l'ONF) au titulaire. Le volume n'est pas fixé au départ : il appartiendra à l'ONF de déterminer et de mettre à disposition du titulaire le volume de graines nécessaire, en fonction de la quantité de plants attendue et de la qualité de ces graines.

L'ONF s'engage à acheter cette quantité de plants attendue, indiquée aux BPU de chaque lot.

A l'issue du semis, le titulaire informe l'ONF du nombre de plants obtenus, par écrit. Si cette quantité est supérieure à ce qui était prévu, l'ONF décidera du devenir des plants supplémentaires, se réservant la possibilité de les acquérir pour répondre à ses besoins. Toute modification du contrat tel qu'envisagé au présent marché qui découlerait de ce bilan des semis fera l'objet d'un avenant. En cas de refus ou d'absence de réponse de la part de l'ONF dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'information qui lui est faite, le titulaire pourra vendre ces plants au plus offrant.

LOT N°	ESSENCE(S)	PRESENTATION Racines nues (RN) ou Godet (G)	QUANTITE ATTENDUE (plants)
1	FEUILLUS DIVERS	RN	21 500
2	CHENE PEDONCULE, SESSILE	RN	27 000
3	CHENE SESSILE	RN	30 000
4	CHENE SESSILE	RN	30 000
5	CHENE SESSILE	RN	21 000
6	CHENE SESSILE	RN	30 000
7	CHENE SESSILE	RN	25 000
8	CHENE SESSILE	RN	10 500
9	CHENE PUBESCENT	RN	12 000
10	FEUILLUS DIVERS	RN	18 200
11	CHATAIGNER	G	9 500
12	CHENE PEDONCULE, PUBESCENT, SESSILE	G	27 150
13	CHENE PUBESCENT, SESSILE	G	15 900
14	LIQUIDAMBAR	G	4 000
15	CEDRE ATLAS	G	7 600
16	DOUGLAS	G	10 200
17	RESINEUX DIVERS	G	8 400
18	MELEZE EUROPE	G	10 000
19	PIN LARICIO CORSE ET CALABRE	G	20 000
20	PIN LARICIO CALABRE	G	15 000
21	PINS DIVERS	G	16 400
22	RESINEUX DIVERS	G	14 700
23	PIN SALZMANN	G	11 400
24	PIN SALZMANN	G	20 600
25	PIN SYLVESTRE	G	16 200
26	SAPIN BORNMULLER	G	10 000

Lots à graines non fournies par l'ONF que le candidat devra se procurer par ailleurs :

Pour les lots 27 à 37, les graines n'ont pas pu être réservées auprès de la Sécherie. Le titulaire de ces lots devra donc les fournir.

LOT N°	ESSENCE(S)	PRESENTATION Racines nues (RN) ou Godet (G)	QUANTITE ATTENDUE (plants)
27	CHATAIGNER	RN	7 500
28	CHENE PUBESCENT	RN	13 000
29	CHENE SESSILE	RN	12 500
30	CHENE SESSILE	RN	12 500
31	CHENE SESSILE	RN	21 500
32	TILLEUL GRANDES FEUILLES	RN	7 400
33	TILLEUL PETITES FEUILLES	RN	14 150
34	CHENE HONGRIE ET CHENE MARAIS	G	11 000
35	CHENE PUBESCENT ET CHENE SESSILE	G	8 500
36	NOISETIER BYZANCE	G	3 000
37	CALOCEDRE	G	7 300

3.4. Modalités d'attribution des lots de l'accord-cadre

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots.

Pour éviter l'exposition de la totalité des plants attendus pour une essence donnée aux risques météorologiques ou phytosanitaires, l'ONF se réserve le droit d'attribuer à un même soumissionnaire un nombre de lots maximal en fonction de la règle suivante :

Pour les lots présentés en	Nombre maximum de lots par attributaire
Racines nues (RN) à graines fournies : 10 lots	5 lots <i>Sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée</i>
Godets (G) à graines fournies : 16 lots	8 lots <i>Sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée</i>
Godets (G) à graines non fournies : 4 lots	2 lots <i>Sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée</i>
Racines nues (RN) à graines non fournies : 7 lots	4 lots <i>Sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée</i>

Néanmoins un soumissionnaire pourra être attributaire de plus de lots que mentionnés ci-dessus, dans l'hypothèse où le nombre de réponses ne permettrait pas de satisfaire les besoins et à la condition que son offre soit acceptable. Dans ce cas, le soumissionnaire sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et recueillir son accord.

3.5 Sous-traitance

Compte tenu de la nature des prestations de service, la sous-traitance n'est pas souhaitée.

3.6 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché, (y compris le BPU complémentaire pour forfaits de livraison) qui en est son complément indissociable
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022 ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre

A noter, les clauses générales d'achat des prestations de services forestiers en forêt publique étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet <https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Passation des commandes – Délai de livraison

Pour chaque lot, les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- L'identification des contractants
- La référence du présent marché 2026-8600-001
- La date d'émission du bon de commande
- La désignation des prestations
- Leur quantité prévisionnelle
- Le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer
- Le(s) lieu(x) d'exécution
- Le(s) délai(s) d'exécution.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale sera celle précisée sur le bon de commande.

5.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de refaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat de services forestiers.

5.3. Respect des réglementations MFR, Santé des végétaux et de la charte de la diversité

Le titulaire devra justifier qu'il est en règle avec la réglementation pour les entreprises exerçant le commerce de graines (R153.9 et suivants du Code Forestier relatif à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction). Il devra notamment avoir déclaré une activité de fournisseur de matériel de reproduction (article R153.9 du Code Forestier) auprès de la DRAAF dont dépend le siège social de l'entreprise ou à la Direction Régionale en charge de la forêt dont dépend le lieu de production pour les fournisseurs dont le siège social est situé à l'étranger, ou dans l'organisme officiel d'un Etat membre de l'Union Européenne le cas échéant.

Le titulaire devra également respecter le Règlement du Parlement et du Conseil N°2016/2031/UE du 26 octobre 2016, relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux. A ce titre, il devra être enregistré sur le registre officiel des opérateurs professionnels selon l'article 65 du règlement ci-dessus.

Le titulaire est tenu d'indiquer la pépinière d'éducation des plants et son emplacement géographique.

Afin de garantir une diversité génétique la plus large possible, les plants de tous les lots seront achetés à la planche, caractérisés par les seules mentions « âge » et « taille minimale ». Ces lots plants ne devront avoir fait l'objet d'aucun tri par catégorie dimensionnelle (autre que ceux nécessaires pour l'obtention d'une qualité loyale et marchande) et seront labellisés "Charte de diversité génétique des lots de semences et plants forestiers" dès lors que les semences auront également été fournies avec ce label.

6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

6.1. Description des prestations

Le présent marché a pour objet l'éducation, l'arrachage, le tri et la livraison des plants sur la campagne de plantation indiquée aux Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Les caractéristiques demandées pour chaque essence sont indiquées aux BPU.

Les plants devront être conformes à l'arrêté préfectoral en vigueur pour la Direction territoriale de l'ONF concernée soit pour la Région Grand Est pour le présent marché.

Dans la suite du document, la campagne de plantation sera découpée en deux périodes :

- La fin d'année N, appelée « T4 », couvre les mois de septembre à décembre de l'année N ;
- Le premier trimestre de l'année N+1, appelé « T1 », couvre les mois de janvier à avril de l'année N+1.

Après attribution du marché, aucune modification de provenance ou de qualité ne sera acceptée.

Le titulaire assume la livraison dans les forêts gérées par les agences de la DT Grand Est (ces agences sont précisées sur les BPU à titre purement indicatif) ou sur des sites hors forêt (locaux techniques, locaux loués ou prêtés...). Les lieux de livraison seront précisés sur les bons de commande.

L'éducation des essences prévues comprend l'ensemencement et/ou le semis des graines ainsi que l'entretien des plants pendant toute la durée du marché selon les procédés adaptés et habituellement pratiqués pour ces essences.

Pour les plants en godets, le Pépiniériste devra prévoir un dispositif d'élevage favorisant l'autocernage naturel des racines à la base des godets (prévoir par exemple une surélévation de la culture afin de ménager un espace suffisant qui permette une circulation d'air sous la base des godets et de favoriser ainsi l'arrêt de la croissance des racines à la base du godet). De même, un cernage mécanique ne doit pas être pratiqué avant la livraison et en cas d'utilisation de godets à paroi ajourées, l'autocernage devra être efficace sur l'ensemble des faces (pour éviter l'interpénétration des racines d'une motte à l'autre)

Les plants livrés en godets ne devront pas avoir passé plus d'une saison dans le même godet (1+1G), à l'exception des genres *abies*, où deux saisons sont autorisées (2+2G).

Les plants élevés en 2 ans et plus en racines nues devront avoir été repiqués ou soulevés (1S1 ou 1+1 ou 1+2).

La hauteur maximum de la partie aérienne des plants élevés en godet sera limitée à :

- 4 fois celle du godet pour les feuillus, les pins maritimes, les douglas et les mélèzes,
- 3 fois celle du godet pour les autres résineux.

6.2. Approvisionnement en semences

Pour les lots 1 à 26, les semences nécessaires à l'exécution du présent marché sont fournies par l'ONF au titulaire dans les quantités et qualités nécessaires à la bonne exécution du marché de culture. Le volume de graines fourni, par lot et par essence/provenance, sera précisé au bon de commande.

Cependant, afin de tenir compte d'une insuffisance de production de semences du fait d'aléas naturels extérieurs à la volonté des parties, celles-ci conviennent :

- que le marché de culture sera résilié de plein droit sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par l'une d'entre elle, en cas d'indisponibilité des graines ;
- qu'en cas de disponibilité de semences dans une quantité supérieure ou égale à 80 %, le marché sera considéré comme pouvant être normalement exécuté. La notification se fera au prorata des quantités de graines réellement disponibles
- qu'en cas de disponibilité de semences dans une quantité inférieure à 80 % de celle nécessaire à l'exécution du marché, elles s'engagent à renégocier les clauses du marché de manière à ce que le nombre de plants devant être livré par le Titulaire puisse correspondre à la quantité de semences obtenue lors de la récolte. En cas de désistement de l'attributaire, les attributaires suivants dans l'ordre de notation seront consultés.

Dès que l'information sera disponible, l'ONF communiquera au titulaire les caractéristiques quantitatives et qualitatives des lots de graines attribués, ainsi que la date de leur mise à disposition. Le titulaire s'engage à utiliser la totalité des graines mises à sa disposition.

Dans le cas d'essences dites dormantes, les semences nécessiteront une opération de « levée de dormance » avant ensemencement. Cette phase sera réalisée avant la fourniture des graines au titulaire.

6.3. Méthode de semis

Le candidat aura décrit, dans le mémoire technique joint à son offre, les méthodes de semis et d'éducation envisagées, en listant les opérations intermédiaires envisagées. Il aura précisé également les équipements dont il dispose, et notamment, son système d'irrigation et les autres techniques mises en œuvre afin de limiter les effets des mauvaises conditions météorologiques.

Il veillera à ce que les méthodes proposées maximisent le rendement de plants obtenu par kilo ou litre de graines.

Enfin, il veillera à préciser s'il envisage une méthode de repiquage garantissant la bonne qualité de l'ensemble des plants, afin de maximiser la quantité de plants finalement obtenue.

En ce qui concerne les godets, notamment, il veillera à n'utiliser une méthode de semis de plusieurs graines par conteneur que s'il est en mesure de repiquer ensuite les plants surnuméraires dans d'autres conteneurs, tout en garantissant la bonne qualité de l'ensemble des plants, afin de maximiser la quantité de plants finalement obtenue.

6.4. Lieu d'éducation des plants

Le Titulaire s'engage à effectuer l'éducation des plants dans sa pépinière (spécifiée dans le bordereau des prix unitaires).

Afin de faciliter l'identification des plants, les carrés de la pépinière renfermant les plants porteront une pancarte regroupant les indications suivantes :

Marché d'éducation avec l'Office National des Forêts n° 2026-8600-001

Direction Territoriale Grand Est

Essence :

Région de provenance :

Semés le JJ/MM/NNNN :

Référence au fichier de suivi : lots

Tout transfert des plants sur un autre site de production ne pourra se faire qu'après accord exprès de l'ONF.

6.5. Contrôle de l'éducation des plants

Indépendamment du contrôle réglementé et exercé par les services du Ministère chargé de la Forêt, l'ONF se réserve le droit d'exercer un contrôle des semis et des plants pendant toute la durée de leur éducation et notamment au moment du semis, du repiquage, du soulèvement, de l'arrachage et du tri.

Pour ce faire, le Titulaire informera l'ONF des dates de semis, de repiquage, de soulèvement, d'arrachage et de tri au moins huit jours calendaires avant leur réalisation afin que l'ONF puisse effectuer les contrôles qu'il jugera nécessaire.

En dehors des visites à l'occasion de ces opérations techniques, l'ONF se réserve le droit de réaliser une visite annuelle.

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu rédigé en deux exemplaires et signés par les Parties.

Le pépiniériste devra impérativement avertir par écrit l'ONF en cas de :

- Mauvaise germination des graines fournies **dans les deux mois suivant le semis,**
- Difficulté de reprise à la suite du repiquage des plants, **dans les deux mois suivant cette opération,**
- Aléa de culture non imputable au titulaire, **dans les 15 jours après sa survenue.**

A défaut, il ne pourra se prévaloir de circonstances indépendantes de sa volonté en cas d'application des pénalités pour indisponibilité de plants.

6.6. Arrachage des plants

Les plants seront arrachés sous la seule responsabilité du titulaire et selon les méthodes en vigueur afin de protéger les plants et leur système racinaire des dommages.

Si les conditions météorologiques (gel, pluviométrie excessive) rendent impossible l'arrachage à la période prévue pour assurer la livraison, le titulaire en informera l'ONF par courrier électronique, sans délai.

Le délai entre l'arrachage et la livraison à l'emplacement défini par l'ONF ne pourra excéder quatre (4) jours sous peine de refus de réception des plants par l'ONF. Il appartient au titulaire d'organiser les étapes d'arrachage, tri, traitements éventuels et de tenir compte des délais de livraison pour respecter cette disposition.

Cette clause pourra toutefois être assouplie, sur accord écrit de l'ONF, si le titulaire peut se prévaloir d'avoir pris toutes les dispositions destinées à stocker les plants dans des conditions satisfaisantes (chambre froide, conditionnement ...). Ces dispositions devront être décrites dans le mémoire technique. Les dates d'arrachage des plants et les modalités de conservation devront impérativement être précisées dans les documents fournisseur et/ou les bons de livraison accompagnant les plants.

6.7. Traitement éventuel des plants

Les traitements en pépinière suivants pourront être demandés :

- Traitement répulsif contre le gibier : le titulaire fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité des produits utilisés. Si le produit mentionné sur le BPU ne peut être utilisé, le titulaire proposera une alternative à l'ONF. Cette alternative devra être validée par l'ONF avant l'arrachage des plants.
- Traitement contre l'hylobe : Le titulaire s'engage à utiliser exclusivement le produit demandé par l'ONF et le mettre en œuvre conformément à la fiche technique fournisseur. Lors de la réception de plants traités par un produit visible à l'œil nu, si le constat est fait d'une application incomplète sur les plants, des réserves seront émises.

Le titulaire du marché fournira à l'ONF avec les documents d'accompagnement des plants un certificat de traitement.

6.8. Stockage et transport des plants

Le transport des plants se fera par camion bâché ou fermé. Les plants doivent être protégés des risques d'échauffement, du dessèchement et du gel.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter les mélanges et les risques de confusion entre essences proches ou entre provenances. Ces dispositions devront être indiquées sur un document joint à la livraison ou sur le bon de livraison.

Les mottes doivent rester fraîches et stockées dans des conditions optimales jusqu'à la livraison. Le conditionnement des caquettes ou plaques de culture pour le transport devra être fait en veillant à ce que l'empilement des contenants soit stable durant tout le transport et que ceux-ci ne reposent en aucun cas sur la partie aérienne des plants qui ne doivent subir aucune déformation ou blessure durant le transport.

Les plants en racines nues devront être conditionnés et livrés en sacs. Ces sacs devront être opaques (intérieur sombre) et préserver au mieux la qualité des plants (risques d'échauffement, gel...). Le titulaire s'assurera que les sacs des différentes essences ou provenances soient facilement identifiables afin de faciliter les opérations de contrôle et de réception.

6.9. Conditions de livraison

Modalités de livraisons :

Les livraisons de plants s'effectueront en plusieurs tranches, conformément aux bons de commandes émis par l'ONF.

Une livraison pourra regrouper plusieurs bons de commande et concerner plusieurs sites de livraison conformément aux dispositions du présent CCATP (participations aux frais de livraisons).

Les plants seront livrés pour la campagne de plantation comprise entre le mois d'octobre de l'année N et le mois de mars de l'année N+1 avec des livraisons préférentielles sur le dernier trimestre de l'année N. Pour les plants en godets, des livraisons pourront être demandées dès le mois d'octobre de l'année N.

Pendant cette période, la livraison des plants pourra, à la demande de l'ONF, s'effectuer en plusieurs tranches. Pour ce faire, les plants seront extraits ou préparés par le titulaire à la demande de l'ONF qui devra l'en informer par écrit au moins quinze (15) jours calendaires à l'avance.

L'ONF s'engage à faciliter les conditions de livraison en privilégiant les sites de livraison aisément accessibles à un camion, à une adresse postale et si possible hors forêt (hangars UP, siège de l'unité territoriale, maison forestière). Dans les rares cas où le lieu de livraison n'aura pas d'adresse postale (en restant toutefois accessible à un camion), un point de rendez-vous disposant d'une adresse postale sera préalablement convenu entre l'ONF et le pépiniériste pour que le réceptionnaire ONF puisse guider aisément le transporteur jusqu'au site de livraison. Autant que possible, l'ONF mettra à disposition des plans d'accès détaillés.

Créneaux de livraison et information de l'ONF :

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 08 h 00 et 16 h 00 afin de permettre la présence systématique du réceptionnaire ONF, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences en termes de mise en jauge des plants ou de manutention des caisses de conteneurs après réception.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur la proposition de commande et qui ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, par créneaux de 2 heures.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et qui ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, par créneaux de demi-journées pour les livraisons de moins de 2 500 plants.

Pour les quantités plus importantes (supérieures à 2 500 plants) le titulaire devra demander à son transporteur une information sur :

- la demi-journée de livraison, 48h à l'avance ;
- autant que possible, le créneau horaire par tranche de 2 heures, la veille de la livraison

Quelle que soit la taille de la livraison toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être recherchée pour éviter les attentes improductives.

Le titulaire est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le titulaire puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le titulaire. Même s'il fait appel à un prestataire de transport, le titulaire demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF. Le livreur doit parler français ou lorsque ce n'est pas le cas, le titulaire doit fournir au réceptionnaire un numéro de téléphone portable auquel il sera joignable pendant la livraison ; à défaut, celle-ci pourra être refusée sans recours pour le titulaire.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois, route empierrée) et au matériel destiné au déchargement (hayon élévateur fortement recommandé). L'ONF ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.**

Pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

6.10. Lieux et contacts de livraison

L'ensemble des lieux de livraison n'est pas connu de façon définitive au moment de la signature de ce marché. Ils seront situés sur le territoire de la Direction territoriale Grand Est. En cas de demande par l'ONF d'une livraison des plants sur le territoire d'une autre Direction Territoriale, le coût de la livraison sera calculé comme indiqué en article 6.11 du présent CCATP. Les lieux de livraison seront indiqués sur les bons de commande.

6.11. Supplément pour lieu de livraison hors zone géographique du marché

Le présent marché concerne en priorité le territoire de la Direction Territoriale Grand Est. Toutefois, en cas de difficulté de préparation des chantiers de reboisement et d'impossibilité d'utilisation des plants sur d'autres chantiers de la même Direction Territoriale, il est possible que des quantités de plants doivent être acheminées vers des lieux de livraison situés dans d'autres territoires.

Dans cette hypothèse, le pépiniériste acheminera les plants vers le territoire concerné dans les conditions suivantes :

Distance pépinière - nouveau lieu de livraison < distance de la pépinière à la ville de Nancy, prise comme référence des lieux de livraison de la Direction Territoriale Grand Est	Pas de supplément
Distance pépinière - nouveau lieu de livraison > distance de la pépinière à la ville de Nancy	Supplément par tranche kilométrique indiqué par le titulaire dans son complément aux bordereaux des prix unitaires concernant les forfaits de livraison (Complément_de_BPU_ForfaitLivraison_Semis2026),

6.12. Supplément pour les commandes à faibles montants

Le bordereau des prix unitaires de ce marché est conçu selon le principe suivant :

- Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT. Cette commande peut regrouper des besoins de différents lots, attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (**points de livraison dans un périmètre de 50 km de rayon**).
- Dans les cas où la commande n'atteint pas 5 000 € HT, un supplément forfaitaire sera appliqué pour tenir compte du surcoût de livraison. Ce supplément sera forfaitaire et fonction des tranches suivantes :

Montant de commandes cumulées pour une même livraison compris entre	Montant forfaitaire de supplément de livraison
Montant < 1 500 €HT	Supplément livraison 1
1 500 €HT ≤ montant < 3 000 €HT	Supplément livraison 2
3 000 €HT ≤ montant < 5 000 €HT	Supplément livraison 3
Montant ≥ 5 000 €HT	Franco de port

6.13. Récupération par le titulaire des supports de culture (plants en godets)

Le titulaire précisera dans son offre s'il souhaite récupérer les contenants utilisés pour la livraison des plants en conteneurs. Dans ce cas, ceux-ci seront regroupés sur un ou plusieurs sites et le titulaire disposera d'un an pour venir les chercher à ses frais. Passé ce délai, ils pourront être mis en décharge par l'ONF.

7. MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS

La réception des plants sera effectuée pour chaque lot d'un bon de commande suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

En cas de déchargement d'un même lot (homogène en qualité) sur plusieurs sites de livraison, **une seule et unique réception sera effectuée sur le premier site.**

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire.

Les plants devront :

- Être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "Réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- Satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans les BPU, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF. **S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional fixé dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.**

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF (éventuellement accompagné d'un collègue) et le titulaire ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, la procédure suivante sera mise en œuvre :

- Le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, le temps d'organiser une contre-visite par le pépiniériste si ce dernier en fait la demande, dans un délai ne pouvant excéder 7 jours ouvrés et sans paiement de cet échantillon au titulaire.
- Notification du refus au titulaire par mail dans laquelle un délai lui sera donné pour reprendre les plants refusés
- Le titulaire informera en retour l'ONF de la suite qu'il envisage de donner à ce refus : livraison de nouveaux plants, livraison d'une nouvelle essence de remplacement qui devra être agréée par l'ONF

En cas d'impossibilité de fourniture d'autres plants, l'ONF se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 9.4 du présent CCATP.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée ou de sa destruction en cas de non reprise, ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

Dans la mesure du possible, la réception devra être faite dans un délai d'une demi-heure lorsqu'il y a un nombre restreint d'essences et hors temps de déchargement. Le temps de réception pourra excéder cette durée en cas de lots multi-essences, mais les équipes ONF s'efforceront de le réduire au maximum.

Au cas où le transporteur ne pourrait demeurer présent pour la réception de l'ensemble des essences, la réception sera terminée unilatéralement par l'ONF, avec conservation des bottes de plants échantillonnées

pour justification de la décision prise. En cas de refus de réception, l'ONF avertira au plus vite le titulaire. Le titulaire assurera à ses frais la reprise et le remplacement du lot de plants refusé

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des documents d'accompagnement des plants :

- Document fournisseur dûment complété et signé, à fournir quelle que soit la quantité de plants du lot concerné, pour les essences réglementées,
- Bon de livraison pour les essences non réglementées,
- Certificat de traitement des plants, le cas échéant,
- Passeport Phytosanitaire Européen (PPE).

L'absence des documents d'accompagnement ci-dessus entraînera le refus du lot sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

Ces documents seront à envoyer par mail au responsable de la commande avant la livraison des plants.

8. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

8.2 Forme et contenu des prix

8.2.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

8.2.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans au présent marché.

8.3 Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre hormis **pour les lots 17 et 26 (concernant les essences Pin de Macédoine et Sapin de Bornmüller).**

Pour ces 2 lots, les prix sont révisables au 1^{er} septembre 2028 et au 1^{er} septembre 2029 selon la formule :

$$P_n = P_o \times [Z + Y(A_n/A_o)]$$

P_n : prix révisé de l'année N (2028 ou 2029)

P_o : prix initial à la signature du marché

Z : part fixe de 0,15

Y : part variable de 0,85

A_n : indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) 01.01 (Biens et Services de consommation courante – Semence et plants) publié par l'INSEE du mois de juillet de l'année N (2028 ou 2029)

A_o : indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) 01.01 (Biens et Services de consommation courante – Semence et plants) publié par l'INSEE du mois de décembre 2025

La demande de révision est à l'initiative de l'attributaire et se fait sous forme de transmission, au moment de la première facturation qui suit, d'un mémoire de révision qui en développera le calcul et d'un bordereau des prix unitaires révisés. Ces documents seront à transmettre à la cellule achats (coordonnées au § 1.4.).

8.4 Modalités essentielles de paiement

8.4.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, une avance de 20% du montant du lot (calculé en utilisant les PU et les quantités attendues) peut être accordée.

8.4.2 Acomptes

Les acomptes ne sont pas prévus au présent marché.

8.4.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro du présent marché : 2026-8600-001
- Les références du bon de commande afférent ;
- Le nom du service destinataire ;
- Le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de livraison
- Les prix HT, TTC et la TVA ;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

8.4.5 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 45 ou 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :
66204311603798 SIRET de la DT mentionné sur le bon de commande

8.4.6 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.4.7 Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

9. PENALITÉS

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

9.13. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivant la date de calcul des pénalités.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourra les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

9.14. Retard de livraison imputable au candidat

Par dérogation à l'article 8-1-1 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les livraisons n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R) / 50$, dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaires de retard

Les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché. Les retards imputables à des faits ne pouvant être maîtrisés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

9.15. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

9.16. Pénalités pour perte de la ressource

Dans l'hypothèse où le taux de fourniture de plants est inférieur à 80% du nombre de plants attendus, et sauf cas de force majeure ou catastrophe naturelle contre laquelle le titulaire n'aurait pu se prémunir, l'ONF se réserve le droit d'appliquer une pénalité correspondant à l'indemnisation du préjudice subi-:

- Coût de la fourniture des graines mises à disposition du titulaire ;
- Sommes déjà versées au titre des acomptes ;
- Coût des travaux de broyage de végétation ou des travaux de sol préparatoires à la plantation à refaire faute de disponibilité en plants.
- Surcoût lié à la réorganisation des chantiers
- Prise en charge des pénalités dues par l'ONF en cas d'utilisation d'entreprises sous-traitantes
- Surcoût éventuel en cas d'essences de remplacement

9.17. Indemnités pour quantités non commandées

Si 90 % des quantités attendues précisées au BPU n'ont pas été commandées en totalité, l'attributaire est en droit de demander une indemnisation calculée selon la formule

$$(quantité attendue - quantité effectivement commandée) \times PU \text{ hors taxe} \times 30\%$$

10 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

12 RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 9.2 du présent C.C.A.T.P. déroge à l'article 8-1-1 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

FIN DU C.C.A.T.P.